

[www.aefinfo.fr /depeche/724898-france-universites-quel-est-le-programme-de-lamri-adoui-helene-boula...](http://www.aefinfo.fr/depeche/724898-france-universites-quel-est-le-programme-de-lamri-adoui-helene-boula...)

## France Universit es : quel est le programme de Lamri Adoui, H el ene Boulanger et Jean-François Huchet, candidats au bureau ?

Caroline Laires Tavares : 14-17 minutes : 21/01/2025

R eaffirmer le r ole "essentiel" de l'université "dans la compr ehension du monde", d efendre ses valeurs en particulier la liberté académique et "la confiance en la science", renforcer "la collégialité dans le travail interne de France Universités"... Telles sont les ambitions portées par Lamri Adoui (université de Caen), H el ene Boulanger (université de Lorraine) et Jean-François Huchet (Inalco), seul ticket en lice pour l'élection au bureau de la conférence, qui aura lieu le 30 janvier prochain. Ils comptent aussi sur le "poids du collectif" pour peser dans les arbitrages, précise leur profession de foi dont AEF info a eu copie.



Lamri Adoui (Caen), H el ene Boulanger (Lorraine) et Jean-François Huchet (Inalco) candidats au bureau de France Universités. Universités de Caen, Lorraine et Inalco

L'élection du futur bureau de France Universités est prévue le 30 janvier prochain. Un seul ticket est en lice, emmené par Lamri Adoui, président de l'université de Caen Normandie. Il brigue la présidence avec, à ses côtés, H el ene Boulanger, présidente de l'université de Lorraine, et Jean-François Huchet, président de l'Inalco, en tant que vice-présidents.

Tous les trois présentent leurs ambitions pour la conférence dans une profession de foi dont AEF info a eu copie, mi-janvier 2025. Ils entendent défendre un projet "doublement ambitieux", dans ses "convictions et sa volonté de contribuer plus solidement à l'élaboration et à la mise en œuvre des politiques publiques de l'enseignement supérieur

et de la recherche", et "dans sa vocation à fédérer tous les établissements autour d'un projet partagé, ouvert au débat et confiant dans l'intelligence collective".

"Dans un contexte où les équilibres nationaux et internationaux se trouvent ébranlés", les trois présidents d'université veulent avant tout réaffirmer le rôle "essentiel" de l'université "dans la compréhension des phénomènes comme dans la recherche de solutions aux problématiques qui se posent". Le projet qu'ils défendent pour France Universités "se veut ambitieux et fédérateur" et vise "   réaffirmer et défendre sans relâche les valeurs" de l'ESR, "aux premiers rangs desquelles [figurent] la liberté académique mais aussi la confiance en la science et en celles et ceux qui la font", laquelle doit être "une actrice majeure pour consolider la relation des citoyennes et des citoyens".

Les candidats proposent également de "renforcer la collégialité dans le travail interne de France Universités", afin de "clarifier et fluidifier les articulations entre le bureau, les conseils, les commissions, le CA et l'AG". Certaines thématiques transverses, à l'instar des relations internationales et européennes, de la responsabilité sociétale et juridique, seront renforcées. Et pour mieux assurer "le partage de l'information entre le bureau et les présidentes et présidents investis dans les conseils et les commissions", le ticket en lice mise sur la création d'un système de partage d'informations dédié. Enfin, "le renforcement du travail collégial passe également par une coordination étroite entre le bureau et le personnel administratif de France Universités", explicitent-ils également.

## **Les candidats à la présidence des trois conseils de France universités**

Le 30 janvier prochain, l'AG désignera également les présidentes et présidents des trois conseils de la Conférence, pour lesquels plusieurs candidats sont déjà déclarés :

- Virginie Dupont, VP sortante de France Universités et présidente de l'UBS, pour le conseil des moyens et des personnels ;
-   douard Kaminski, président de l'université Paris Cité et membre d'Udice, pour le conseil recherche et innovation ;
- Virginie Laval, présidente de l'université de Poitiers, pour le conseil de la formation, de la vie étudiante et de l'insertion professionnelle.

L'AG votera ensuite, le jour même, pour les onze membres élus du conseil d'administration de France Universités.

"Un changement de paradigme à penser collectivement"

Plus en détail, les trois présidents d'universités soulignent tout d'abord que le contexte politique actuel induit "un changement de paradigme à penser collectivement". Dans ce contexte de tensions géopolitiques et de remises en cause des savoirs, France Universités doit "plus que jamais s'engager auprès des établissements pour protéger la liberté académique, entendue comme la liberté d'enseigner et de chercher en dehors de toute pression émanant de pouvoirs politiques, religieux ou économiques". Elle doit aussi "incarner les valeurs qui font [des] établissements des lieux de débat ouverts et respectueux, ainsi que des promoteurs des savoirs construits par la démarche scientifique".

La responsabilité sociétale et environnementale des universités doit aussi "  tre repensée avec une approche systémique en articulant [les] différentes missions" de l'université. L'autonomie des établissements est également avancée par les auteurs de la profession de foi comme étant "la capacité à agir dans un contexte politique comportant des menaces plus ou moins lointaines pour les activités universitaires, aussi bien à l'échelle nationale qu'à l'échelle européenne".

#### Défendre l'investissement pour l'innovation

Les présidents plaident également en faveur d'"un investissement dans l'ESR pour l'innovation". Ils citent le rapport Draghi qui "a mis en lumière les difficultés de l'Europe à rester dans la course de l'innovation, avec un investissement dans la R&D et la création de valeur économique significativement en dessous des   tats-Unis et de la Chine". "Pour toute innovation, qu'elle soit technologique ou sociale", "les universités sont prêtes", assurent-ils. "Prêtes à mobiliser leurs écoles, leurs instituts et leurs facultés, pour répondre aux enjeux de formation avec une exigence de qualité reconnue dans le monde entier". Cette "exigence de qualité" doit aussi "  tre celle de l'état dans ses politiques publiques de formations professionnelles et dans les choix de financement qui en découlent", défendent-ils.

Pour "développer les capacités de leurs unités de recherche au service de l'innovation économique et sociale", les établissements ont "besoin de davantage d'autonomie, de confiance a priori, pour améliorer leur agilité dans un contexte où les compétences nécessaires évoluent rapidement". Le ticket candidat indique qu'il faudra être "vigilant à ce qu'une plus grande affirmation des choix thématiques portés par les politiques publiques n'ait pas un effet d'assèchement du soutien à la production non finalisée de nouvelles connaissances". Les établissements doivent aussi être "partie prenante de cette politique de structuration [des infrastructures de recherche] aux côtés des ONR".

#### FORMATION : disposer de moyens d'encadrement

Autre ambition affichée : "placer l'excellence au service du plus grand nombre". L'université permet "des réussites plurielles, à tous les niveaux de formation post-bac, avec de très bons résultats d'insertion". Les trois présidents concèdent cependant d'être "réalistes" car "la réussite des étudiantes et étudiants ne pourra vraiment être significativement améliorée en 1er cycle que si [les] établissements disposent de moyens d'encadrement comparables à ceux pouvant exister ailleurs". Ainsi, France Universités veillera "   ce que les moyens des universités ne soient pas diminués ni dégradés par des transferts de charges non compensés", et à s'opposer au discours indiquant que les établissements "disposent de la trésorerie leur permettant d'absorber les augmentations des dépenses de masse salariale d  cides par l'  tat".

Les trois présidents s'arrêtent également sur deux domaines "pour lesquels le rôle des universités est crucial pour l'avenir de la Nation : la réforme de la formation des enseignantes et enseignants et celui très large du secteur Santé". Pour le premier, "France Universités devra être pleinement associée à tout nouveau projet de la formation initiale des professeurs", préviennent-ils. La conférence sera "attentive au maintien des

exigences disciplinaires, à la possibilité de passerelles ou de réorientations en cours de cursus et refusera de s'engager sur la voie de nouvelles modifications institutionnelles".

S'agissant du domaine de la santé, "les enjeux sont multiples avec, entre autres, une grande vigilance sur les conditions de l'éventuelle mise en application du rapport de la Cour des comptes sur la réforme d'entrée dans les études de santé, les ressources humaines avec une urgence concernant l'attractivité des professions hospitalo-universitaires et l'enjeu des universitaires paramédicaux ou encore la recherche en santé et la mise en œuvre du rapport Armenteras-Tunon de Lara".

"Exercer le poids du collectif dans les arbitrages"

Les candidats souhaitent aussi agir sur le rôle et le positionnement de France Universités en promouvant "les établissements comme des acteurs du carré de la connaissance". "En interaction forte avec les écosystèmes territoriaux, les établissements de l'ESRI sont aussi capables de répondre aux enjeux de qualification en formant des professionnels dont l'insertion est assurée aussi bien sur le plan quantitatif que qualitatif, démontrant également leur volonté de participer activement au développement économique", défendent-ils. Souffrant d'une image parfois "caricaturale", l'université doit "renforcer sa communication et sa marque" pour mettre en avant ses atouts.

Ils veulent aussi "exercer le poids du collectif dans la préparation des politiques publiques et des arbitrages", elle ne doit "plus être cantonnée dans la réaction", mais s'ouvrir "à bâtir avec l'État et l'ensemble des partenaires un rapport constructif et exigeant". "C'est en particulier grâce à notre capacité à agir collectivement dans la préparation des politiques publiques et de leur mise en œuvre que le poids de l'association peut le mieux s'exprimer auprès du MESR comme des autres ministères, des parlementaires comme des collectivités", soulignent les candidats.

Ils entendent entretenir "des liens étroits avec toutes les initiatives de groupes d'établissement ou de réseaux internes au premier rang desquels se situent Udice, l'Auref et l'Initiative", mais aussi "avec les réseaux thématiques des vice-présidents ou les réseaux métiers ainsi qu'avec les autres conférences (Cdefi, CGE)". Toute "cette cohésion nécessite également un travail continu dans les espaces de partage et de mutualisation", notamment dans celui de "la recherche et de son pilotage en travaillant à partager les bonnes pratiques en termes de simplification, d'échanges avec les ONR dans le cadre d'universités opératrices de recherche et cheffes de file sur les territoires".

renforcer la collégialité dans le fonctionnement interne de France Universités

Autre chantier avancé par le trio : "Faire encore davantage de France Universités un centre de ressources". La conférence doit être un "lieu de formation pour les nouveaux présidents et directeurs et les nouvelles présidentes et directrices sur leur activité quotidienne comme sur la conduite stratégique de leur établissement y compris à l'international par les compétences offertes par ses conseillères et conseillers ou grâce à de nouvelles collaborations construites en lien avec l'JNSP". Les trois candidats en lice assurent aussi vouloir renforcer "la collégialité dans le fonctionnement interne de France Universités". "Ce renforcement passe par l'établissement d'une articulation [qu'ils]

propos[ent] de définir plus clairement entre le bureau, les conseils, les commissions, le CA et l'AG d'une part, et d'autre part, entre le bureau et l'équipe permanente de France Universités", précisent-ils dans leur profession de foi.

Pour améliorer le partage de l'information, ils suggèrent "d'intégrer les présidences des conseils et des commissions dans un bureau élargi qui se réunira à échéances régulières", dans le but "d'améliorer le pilotage partagé de l'agenda politique pour renforcer [leur] capacité à être force de propositions dans [leurs] interactions avec le MESR, les autres ministères et les interlocuteurs extérieurs". Ce travail doit également permettre "de nourrir plus efficacement les débats du CA et de l'AG, afin de faciliter le positionnement et la prise de décision collective de France Universités".

#### De nouvelles commissions et de nouveaux groupes de travail

Ils proposent aussi que "les membres du bureau organisent une répartition lisible de leurs rôles respectifs dans le suivi des conseils et des commissions", et "de compléter les ajustements initiés durant les deux derniers bureaux dans le périmètre des conseils, des commissions et des groupes de travail". Ils suggèrent par ailleurs de créer un conseil international dont "le principe sera présenté en AG avant d'envisager une modification des statuts". Concernant les commissions, ils souhaiteraient créer une commission "Responsabilité sociétale et environnementale".

En outre, "le groupe de travail juridique pourrait évoluer dans son périmètre d'action", et "s'emparer de questions centrales pour les établissements", en particulier "sur la liberté académique, liberté d'expression, autonomie, intégrité...". Par ailleurs, ils annoncent leur volonté de créer "un groupe de travail spécifiquement dédié aux enjeux du soutien et du développement de la recherche en SHS". "Le GT numérique, étant donné le caractère éminemment transversal des sujets qu'il couvre, continuera de jouer un rôle important dans les travaux de France Universités", ajoutent-ils. Des groupes de travail *ad hoc* pourront également se constituer.

#### Diversifier les ressources financières

Les trois candidats souhaitent aussi "renforcer la communication de France Universités", et proposent "de renforcer la production de notes de positionnement/propositions, d'éléments de langage communs mis à disposition des présidentes et des présidents, de communiqués à destination des médias". Une "attention particulière" sera également portée sur le renforcement "d'une coordination étroite entre le bureau et le personnel administratif de France Universités".

Enfin, les trois présidents indiquent que "le bureau devra lancer rapidement une réflexion sur le renforcement et la diversification des ressources financières de France Universités, qui, dans sa répartition actuelle, constitue une source de fragilité pour la pérennité et le développement de ses actions". Ils citent parmi les "diversifications possibles, l'élargissement de l'éventail de la formation assurée par France Universités".